

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir - BPE
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

POM'ALLIANCE

COMMUNE DU PUISET

1. Identification du pétitionnaire

Raison sociale : POM'ALLIANCE
Forme juridique et capital : Société anonyme
Siège social : 87, avenue de l'aérodrome – BP31 – 94310 Orly
Responsable : M. Mickaël RIPAULT, Directeur du site

2. Renseignements sur l'établissement

Nature : Installation de stockage et de conditionnement de pommes de terre
Situation : Zone industrielle – 28310 Le Puiset
Actes administratifs :

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2007 autorisant la société POM'ALLIANCE à exploiter une installation de stockage et de conditionnement de pommes de terre ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2011 concernant les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

3. Objet de la demande

Par courrier du 15 décembre 2014, la société POM'ALLIANCE, représentée par M. RIPAULT Mickaël en qualité de directeur du site, a porté à la connaissance du Préfet, dans le cadre d'une régularisation de sa situation administrative, une modification notable des conditions d'exploitation des installations qu'elle exploite sur la commune du Puiset.

Cette modification concerne :

- l'augmentation de la capacité de prélèvement d'eau de forage ainsi qu'une augmentation de la production (1 ligne de conditionnement supplémentaire) ;
- la modification des distances d'effets pour le scénario incendie 3 suite à une modification des conditions de stockage ;
- l'augmentation des amplitudes horaire de travail.

Le dossier a fait l'objet d'une demande de complément le 24 septembre 2015 et le 25 novembre 2016 et a été complété par courriers du 21 janvier 2016 et du 28 décembre 2016.

Par ailleurs l'exploitant a transmis les éléments suivants :

- la mise à jour des caractéristiques des installations frigorifiques et de compression, des numéros de parcelles et de certaines surfaces du site ;
- la mise à jour du tableau de classement suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la mise à jour de certaines prescriptions suite à la création de la rubrique 1511, spécifique aux entrepôts frigorifiques.

4. Analyse de l'inspection des installations classées

Le site étant soumis à autorisation, les modifications demandées par la société POM'ALLIANCE sont à apprécier selon l'article R. 512-33 du Code de l'environnement, pour évaluer si les modifications sollicitées ont un caractère substantiel ou non et si elles nécessitent le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

4.1. Mise à jour du tableau de classement ICPE

Les décrets du 13 avril 2010 et du 3 mars 2014 ont modifié la nomenclature des installations classées avec notamment la création, respectivement, des rubriques 1511 et 1532 et des rubriques 4000 et la suppression de certaines rubriques.

Ces deux décrets ont conduit à la modification du tableau de classement de l'établissement qui est présenté à l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

4.2. Mise à jour de certaines prescriptions en conformité avec l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions applicables aux installations soumises à enregistrement pour la rubrique 1511

L'exploitant sollicite les modifications de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2007 suite à la création de la rubrique 1511 à savoir :

- supprimer l'exigence de désenfumage dans les cellules réfrigérées : la prescription a été modifiée conformément à l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui indique que le désenfumage est nécessaire dans le cas où il y a présence de comble, ce qui n'est pas le cas ici. De plus, le service départemental d'incendie et de secours d'Eure-et-Loir a indiqué dans un avis du 2 mai 2000 que l'exploitant doit mettre en place du désenfumage dans les bâtiments sauf dans les alvéoles frigorifiques ;
- supprimer l'exigence relative à la distance minimale de stockage entre les blocs et parois/éléments de structure : la prescription a été modifiée conformément à l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 précité ;
- supprimer l'exigence relative à la mise en place de deux issues de secours dans les cellules réfrigérées : l'exigence est maintenue conformément à l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 précité.

4.3. Augmentation du prélèvement d'eau dans la nappe

Dans le cadre de l'augmentation présente et en prévision de l'augmentation future de son activité la société sollicite l'augmentation du volume maximal prélevé dans la nappe de Beauce fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2007 à 13 000 m³ par an jusqu'à atteindre 36 000 m³ par an.

La société POM'ALLIANCE a fourni une notice d'incidence, réalisée par la société DEKRA, par courrier du 21 janvier 2016 pour le forage concerné.

Les caractéristiques de l'ouvrage n'ont pas été modifiées. Le forage capte la nappe de Beauce sur l'horizon des Calcaires de Pithiviers à 40 mètres de profondeur pour un diamètre de 304 mm. La notice indique qu'il n'y aura pas de modification du débit de pompage actuel (10 m³/h), en effet l'augmentation du volume prélevé se fera par un allongement des horaires de production de l'entreprise et de durée de pompage. De plus, la période de prélèvement maximale sur la ressource se situe entre septembre et avril, soit en dehors de la période d'étiage.

La notice identifie 2 points d'eau dans un rayon de 1 000 m autour du forage. Ce sont des forages agricoles utilisés pour l'irrigation.

Il n'y a pas de cours d'eau dans un rayon de 10 km autour du forage.

Aucun périmètre de protection de captage d'eau potable n'est identifié à moins de 900 m du site.

Le volume prélevé représente 0,0063 % des prélèvements dans la nappe de Beauce sur le bassin hydrogéologique du forage et représente 3,6 % des précipitations efficaces sur le bassin versant du forage.

Le forage n'a donc pas d'impact sur les captages d'eaux potables et points d'eau proches, sur les cours d'eaux.

Le projet est compatible avec le SDAGE et le SAGE Nappe de Beauce dans la mesure où :

- l'exploitant met en place un dispositif de recyclage de 80 % de ces eaux de lavage de pommes de terre ;
- que l'incidence sur les forages environnants est négligeable ;
- que l'incidence sur la nappe est très faible ;
- qu'il n'y a pas d'incidence sur les cours d'eaux ;
- qu'une cimentation est réalisée sur 25 m de hauteur isolant l'ouvrage ;
- une tête de puits a été réalisée de manière à éviter toute infiltration d'eau superficielle dans l'ouvrage.

Par courrier du 17 mars 2016, la Direction départementale des territoires d'Eure-et-Loir a donné un avis favorable au projet indiquant qu'il conviendrait de solliciter l'avis de la Commission locale de l'eau du SAGE nappe de Beauce.

Par courrier du 31 mars 2016, la Commission locale de l'eau du SAGE nappe de Beauce a donné un avis favorable au projet.

4.4. Modification des distances d'effets pour le scénario incendie 3

Le scénario d'incendie 3 présenté dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation version du 22 février 2007 a été modifié. Le scénario présentait un incendie sur un stockage de pallox, or il n'y a qu'un stockage d'emballages plastiques dans les bâtiments considérés. L'exploitant a transmis dans le dossier une étude des flux thermiques en prenant en compte la modification du type de stockage.

Les flux thermiques pour ce scénario sont toujours contenus dans les limites du site. Des effets thermiques sortent des limites de propriété pour d'autres scénarios qui ont été pris en compte dans un Document d'information sur les risques industriels notifié au maire du Puset.

5. Conclusion – Proposition

Au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, les modifications ne sont pas substantielles et l'Inspection des Installations Classées propose de réserver une suite favorable à la demande de la société POM'ALLIANCE.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2007 doit être modifié pour acter la nouvelle situation administrative du site conformément au projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

Le projet d'arrêté préfectoral doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement